



République de Guinée-Bissau
MINISTÈRE DE L' AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL



Banque Africaine de Développement
FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Projet d'Appui à l'Autonomisation et l'Inclusion Financière des Femmes et des Jeunes
dans les Filières Porteuses Cajou, Tomate et Légumes (**PAIFJ**)

Résumé Exécutif

CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

N° SAP : P-GW-100-007

Financement de la Banque Africaine de Développement à travers le Projet de Développement
de la Chaîne de Valeur RIZ dans les Régions de Bafata et d'Oio (**PDCV RIZ**)

C.P. N° 71 - Bissau - Tel.: + 245 95 580 4851 ou + 245 96 663 3162, E-mail : pdcvguineebissau@hotmail.com

Bissau, Octobre 2020

RESUME EXECUTIF

1. Présentation du projet

La Guinée-Bissau est un pays à faible revenu, avec un taux de pauvreté absolue de 69,3%, un PIB par habitant d'environ 620 dollars (2016), une population de 1,9 million habitants dont 63,5 % de jeunes de moins de 25 ans et 52% de femmes. L'économie du pays est peu diversifiée, peu performante et fortement dépendante du cajou qui génère plus de 87,7% des exportations et dont les revenus nourrissent près de 80% de la population. Suite à une requête du Gouvernement de la Guinée-Bissau, la Banque Africaine de Développement (BAD) envisage d'appuyer le pays dans sa volonté déterminée de renforcer l'autonomisation et l'inclusion financière des femmes et des jeunes et d'accroître les revenus de l'agriculture à travers le **Projet d'Appui à l'Autonomisation et l'Inclusion Financière des Femmes dans les Filières Cajou, Fruits et Légumes (PAIFJ)** qui va faciliter la levée des contraintes auxquelles les femmes entrepreneuses sont confrontées, développer l'entrepreneuriat féminin et augmenter le taux de transformation des produits locaux dans les régions de Bissau, Oio, Cacheu et Biombo.

Le projet comprend 3 composantes complémentaires qui sont : 1) le développement des dynamiques de création de richesse pour les jeunes et les femmes dans l'agrobusiness ; 2) l'amélioration de l'accès des jeunes et des femmes aux marchés à haute valeur ajoutée; 3) la gestion du projet. Le coût du projet est estimé à 5,12 MUC¹ dont 5 MUC pour le FAD et 0,12 MUC comme contrepartie gouvernementale. Le schéma de mise en œuvre comporte un comité de pilotage composé des ministères concernés et d'acteurs du secteur privé et de la société civile et un organe d'exécution ou Cellule d'Exécution du Projet (CEP) sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. La CEP intégrera un spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale qui travaillera avec AAAC pour le suivi des impacts environnementaux du projet.

2. Contexte et objectifs du Cadre de gestion environnementale et sociale (CGES)

Les investissements envisagés dans le cadre du projet portent sur la mise en place : (i) de 02 unités de production certifiées d'une capacité de 500 tonnes chacune pour la transformation du cajou ; (ii) des équipements dans 100 coopératives et MPE de femmes et de jeunes afin qu'elles conduisent en toute sécurité des process de qualité pour la transformation et la valorisation de leurs produits ; (iii) de 08 magasins de stockage avec aires de séchage ; (iv) des centres de services logés dans les unités de production modernes pour un appui aux femmes dans la santé et l'éducation des tout-petits. Les sites de ces investissements ont été mis à disposition par le Ministre de tutelle.

Les activités du projet pourraient également entraîner des impacts sociaux ou environnementaux. Conformément au système de sauvegarde intégré de la Banque Africaine de Développement, le projet a été classé en catégorie 2 et a déclenché les sauvegardes opérationnelles SO1 (Évaluation Environnementale & Sociale), SO2 (Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacement des populations et compensation), SO3 (Biodiversité, ressources renouvelables et services écosystémiques), SO4 (Prévention et réduction de la pollution, matières dangereuses et efficacité dans l'utilisation des ressources), et SO5 (Conditions de travail, santé et sécurité). C'est pourquoi, le Gouvernement de Guinée-Bissau a préparé le présent Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES).

L'objectif du CGES est d'orienter le projet en matière environnementale et sociale. Pour cela, il s'agit d'identifier les impacts et risques associés aux différentes interventions du projet et de définir les procédures et les mesures d'atténuation et de gestion qui devront être mises en œuvre en cours d'exécution du PAIFJ. Le CGES prend en compte les exigences des politiques de sauvegarde de la BAD tout en respectant les lois nationales en matière de gestion environnementale et sociale. Le CGES détermine aussi les dispositions et responsabilités institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du projet. Des études d'impact spécifiques pour certains sous-projets durant la mise en œuvre du projet pourraient être nécessaires.

3. Démarche Méthodologique

La démarche méthodologique s'est articulée autour de 6 étapes majeures : 1) le cadrage de l'étude ; 2) La collecte et la revue documentaire ; 3) Les rencontres institutionnelles ; 4) Les consultations publiques 5) Les visites de terrain ; 6) L'exploitation des données et la rédaction du rapport.

¹ MUC : Million d'Unités de Compte

4. État initial de l'environnement dans la zone du projet

La Guinée-Bissau possède une diversité d'écosystèmes riches en ressources hydriques, avec une série de fleuves et rias, parmi lesquels les fleuves Cacheu, Geba, Corubal, fleuve Grande de Buba, mais aussi les Mangroves. La création de 6 zones protégées fait partie des mesures prises par le Gouvernement de la Guinée-Bissau dans sa politique de gestion et de conservation des ressources et de la biodiversité marines. Les ressources naturelles de la zone côtière de la Guinée Bissau sont parmi les plus importantes de l'Afrique de l'Ouest, notamment la région de Cacheu qui est une des régions d'intervention du projet. Cette région de Cacheu se caractérise par une vaste interpénétration des milieux terrestres et marins et par la présence de nombreux estuaires étendus, d'un énorme archipel émergeant des eaux marines peu profondes, de vastes étendues de mangroves servant de nurseries aux espèces aquatiques, des bancs de sable et de grandes vasières ainsi que des forêts subhumides.

Dans l'ensemble, l'agriculture Bissau-guinéenne génère 80% des emplois et 90% des exportations et les noix de cajou constituant le principal produit d'exportation pour près de 88%. Les infrastructures sont faibles, de même que les indicateurs sociaux, avec plus des deux tiers de la population vivant sous le seuil de la pauvreté. Le pays est doté d'abondantes ressources naturelles, avec des terres de qualité et une bonne pluviométrie (1 500-1 877 mm en moyenne sur 112 jours). Il est aussi riche en ressources minérales, avec une biodiversité variée, des ressources halieutiques abondantes et un potentiel touristique qui peuvent constituer de bonnes sources de revenus. Les diverses méthodes d'intensification agricole et de transformation agro-industrielle génèrent le plus souvent des impacts significatifs sur l'environnement.

5. Cadre politique et juridique de gestion environnementale et sociale

Le cadre législatif Bissau-Guinéen est marqué par une multitude de textes environnementaux, très récents pour la plupart dont on peut citer :

- La loi de base n°1/2011 du 2 mars 2011 sur l'environnement ;
- La loi n°10/2010 du 24 septembre 2010 sur l'évaluation environnementale qui en son article 7 classe les projets dans 3 catégories A, B et C du risque le plus élevé au plus bas ;
- Le Décret n°5/2017 du 28 juin 2017 approuvant et réglementant la participation publique dans le processus d'évaluation environnementale ;
- Le Décret n°6/2017 du 28 juin 2017 approuvant et réglementant le fonds pour l'environnement ;
- Le Décret n°7/2017 du 28 juin 2017 approuvant et réglementant les étapes de l'étude d'impact environnemental et social ;
- Le Décret n°8/2017 du 28 juin 2017 approuvant et réglementant la licence environnementale (agrément) ;
- Le Décret n°10/2017 du 28 juin 2017 approuvant et réglementant l'inspection environnementale ;
- Le Décret n°9/2017 du 28 juin 2017 approuvant et réglementant l'audit environnemental ;
- La nouvelle Loi N° 11/2006 du 16 octobre 2006 porte sur le Code du Travail ;
- Le décret n° 02/2012 du 3 janvier 2012 portant sur obligation d'institutionnalisation du plan et responsables d'hygiène et de sécurité dans les entreprises ;
- La Loi n° 2/98 du 23 avril 1998 portant sur le foncier.

6. Consultations publiques

Les consultations ont été organisées en août et en septembre 2020 dans les régions d'intervention du projet (Bissau, Oio, Cacheu et Biombo) pour informer les acteurs concernés par le projet et recueillir leurs avis, opinions et propositions à prendre en compte en vue de garantir un succès au programme. Les consultations ont d'abord commencé à Bissau avec les autorités du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et des Directions Générales de l'Agriculture, du Génie Rural, de la Planification Agricole et les techniciens du projet de développement de la chaîne de valeur Riz (PDCV RIZ). Ensuite au niveau du terrain, nous avons rencontré les directeurs régionaux de l'agriculture et les chefs de secteurs de la zone du projet pour permettre d'avoir leurs points de vue sur les constitutions mais surtout leurs attentes. Au niveau des sites, afin d'éviter que certains groupes accaparent la parole, nous avons choisi lors des consultations publiques de diviser les populations bénéficiaires en trois groupes que sont Les hommes, les femmes, les jeunes. Les échanges ont été très riches d'enseignements et les bénéficiaires souhaitent par ailleurs que la main d'œuvre locale soit recrutée à leur niveau afin de leur permettre de bénéficier des retombées du projet au moment des travaux. Elles déclarent être prêtes à s'approprier le projet en apportant par leurs expériences, des solutions durables tout en considérant leur droit à

l'information et d'exprimer leurs opinions au moment de la mise en place du projet. Elles ont toutes reconnu que la construction et réhabilitation des infrastructures va sans aucun doute contribuer à la sécurité alimentaire des ménages, ce qui en outre, pourrait avoir une incidence positive sur leurs conditions. Les parties prenantes locales consultées ont émis les souhaits ci-après :

- Soutenir l'amélioration des systèmes de stockage du cajou et la commercialisation de la production locale
- Désenclaver les zones de production ;
- Promouvoir un système d'appui au démarrage des activités d'entrepreneuriat des jeunes afin de booster la production ;
- Développer la semence de cajou et des produits maraichers en tant que sous chaîne de valeur qui dispose d'un grand potentiel de croissance ;
- Fournir aux producteurs de cajou des connaissances sur le changement climatique ;
- Adopter un programme d'éducation environnementale pour les groupes sociaux et les associations de base, par le biais d'initiatives de sensibilisation, renforçant les initiatives existantes ;
- Former les bénéficiaires des unités de transformations et des magasins de stockage aux techniques de protection et conservation produits et des sols situés en amont des infrastructures pour ainsi éviter l'érosion et l'ensablement des fondants ;
- Vulgariser la pratique de planter des arbres chaque année par les communautés.

7. Risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels

Les risques et impacts environnementaux et sociaux globaux vont se manifester à travers la mise en œuvre des activités de construction et de réhabilitation des infrastructures envisagées dans le cadre du PAIFJ. Il est à noter que c'est surtout dans la composante 2 que se concentreront ces activités qui sont susceptibles de générer des impacts négatifs nécessitant des mesures d'atténuation. Les deux (2) autres composantes avec leurs sous-composantes mettront en œuvre des activités d'accompagnement et d'amélioration contribuant à la bonification des impacts positifs ou cumulatifs du projet.

Les impacts environnementaux du projet devraient être relativement positifs. En effet, la construction et la réhabilitation des infrastructures et équipements post-récolte notamment les unités de transformation de cajou, de produits maraichers et des tubercules, les installations de stockage de noix de cajou, les unités de conditionnement des semences de cajou, la prise en compte des aspects du genre dans les activités du PAIFJ, le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs vont contribuer à : (i) l'amélioration des techniques de conservation et de transformation, (ii) la réduction des pertes post - récoltes ; (iii) l'amélioration des conditions de commercialisation ; (iv) la meilleure valorisation de la production par la transformation ; (v) l'élargissement de la gamme des productions.

Les impacts négatifs vont principalement provenir : (i) des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures qui pourraient entraîner la destruction de la végétation, la déstructuration et la pollution des sols, la pollution des eaux, les risques d'érosion, les risques de destruction des ressources archéologiques, les pollutions diverses dues à la production des déchets issus des travaux et des unités de transformation et de stockage. Sur le plan social, il est redouté des risques de conflits aussi bien pendant les travaux (liés au recrutement de la main d'œuvre locale par exemple) que lors de l'exploitation des unités post-récoltes réhabilitées et construites (liés aux conditions d'accès).

8. Plan cadre de gestion environnementale et sociale

La gestion environnementale et sociale s'effectuera en six étapes suivantes :

- Étape 1 : Remplissage du formulaire de tri environnemental et social des sous projets
- Étape 2 : Validation de la sélection et classification environnementale et sociale des sous projets
- Étape 3 : Réalisation du « travail » environnemental et social
- Étape 4 : Consultations du public et diffusion
- Étape 5 : Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales
- Étape 6 : Surveillance et suivi des mesures environnementales et sociales

- **Mesures de gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux**

Les mesures d'atténuation envisagées de ces impacts doivent être convenablement proposées dans les plans de gestion environnementale et sociale (PGES) des différentes unités et équipements post-récoltes. Quelques mesures génériques sont les suivantes :

- Systématiser l'analyse sociale du groupe cible et discuter et convenir des arrangements avant la construction et/ou réhabilitation des infrastructures afin d'éviter des conflits pour la redistribution des magasins
- Mettre en place un système d'entretien courant des ouvrages avec les populations ;
- Confier les travaux de réhabilitation des diverses infrastructures agricoles et sociales à des entreprises compétentes.
- Clôturer systématiquement les périmètres et sites pour éviter les conflits avec les voisins, éleveurs et prévenir la divagation animale dans les deux unités de transformation avec la mise en place de mesures de gestion concertées de l'espace ;

En outre, le projet devra mettre en œuvre une politique d'information pour assurer l'implication et la participation des différentes parties prenantes, et le mécanisme de gestion des plaintes développé dans le présent CGES. Les entreprises devront disposer chacune, d'experts environnementaux et sociaux (EES) qui élaboreront et mettront en œuvre un PGES de chantier afin de minimiser entre autres, les pollutions et nuisances ainsi que les atteintes à la biodiversité et aux ressources naturelles vivantes, à la santé et la sécurité des travailleurs et des populations environnantes. De même les missions de contrôle devront disposer également chacune d'experts environnementaux et sociaux (EES) pour assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales par les entreprises des travaux.

- **Plan de communication**

L'unité de gestion du PAIFJ et les entreprises des travaux devront mettre en œuvre une bonne politique de communication pour assurer une meilleure compréhension du projet par les différents acteurs, l'implication des populations aux différentes phases du projet et tenir compte de leurs préférences, craintes et recommandations.

- **Mécanisme de gestion des plaintes (MGP)**

L'unité de gestion du PAIFJ et les entreprises des travaux devront mettre en œuvre le mécanisme de gestion des plaintes proposé dans le présent CGES pour assurer le respect des droits des populations et des travailleurs. Ils devront dans ce cadre procéder à la collecte et au traitement de toutes les plaintes, à la mise en œuvre les résolutions convenues, à la rétro-information des parties prenantes et à l'archivage du processus de traitement.

- **Programme de suivi environnemental et social du PAIFJ**

Le suivi interne des mesures environnementales et sociales sera assuré par l'Expert environnemental et social du projet ; son action sera matérialisée par la production d'un rapport trimestriel qu'il soumettra à la BAD pour information. Il sera relayé sur les chantiers des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures par l'Expert environnemental et social de la Mission de Contrôle ; celui-produira un rapport trimestriel sur la base du rapport mensuel fourni par les entreprises des travaux, qu'il soumettra à l'Unité de gestion du projet pour validation.

Le suivi externe sera réalisé par l'AAAC (pour le suivi de la procédure d'EIES et de la mise en œuvre de l'EES et des PGES) ; la Direction Générale de l'environnement (pollution et cadre de vie) ; la Direction Générale des Forêts et Faune (végétation et faune) ; les Services de Ministère de la Santé (pour la santé et les maladies hydriques) ; les services du Ministère chargé de l'Hydraulique pour la gestion des eaux.

L'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale seront réalisées par des Consultants indépendants. Un Audit annuel de la performance environnementale et sociale du projet sera réalisé chaque année, et ce par un consultant indépendant recruté à cet effet par l'Unité de gestion du projet.

- **Coûts estimatifs des mesures environnementales et sociales**

Les coûts estimatifs de la prise en compte des mesures de mitigation environnementales et sociales, d'un montant global de **64 500 000 FCFA**, soit l'équivalent de **117.273 USD** comprennent essentiellement : Recrutement Expert Environnement et Social ; Réalisation des Études d'Impact Environnemental et Social (EIES/PGES) ; Provision pour la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ; Surveillance environnementale et sociale ; Suivi environnemental et social ; Audits annuels de performance environnementale et sociale du projet ; Évaluation (à mi-parcours et finale) du CGES du PAIJF.

Tableau : Coût de gestion Environnementale et Sociale du projet PAIJF

Mesures	Domaines d'intervention	Responsable		Échéancier/ Période	Coût (XOF)
		Exécution	Contrôle		
Recrutement d'un Expert en CGES	Expert ayant une forte expérience en évaluation environnementale et sociale (CGES, EIES/PGES), recruté au sein du projet	UGP	BAD	Avant la mission de lancement du projet	PM car pris dans le coût du personnel du projet
Réalisation du travail environnemental	Validation catégorie projet et Rapport EES	Comité Ad Hoc	AAAC	à l'évaluation projet	1 000 000
	Réalisation éventuelle des PGES en cas de classification de sous projet en catégorie (B) nécessitant une évaluation environnementale complémentaire	Consultant local	Maître d'œuvre technique et social (MOTS)	Avant le lancement des DAO pour la sélection des entreprises	6 000 000
	Validation au niveau national des TDR, des Etudes et PGES des sous projets ayant fait l'objet d'étude	AAAC Comité Ad Hoc	Maître d'œuvre technique et social (MOTS)	Avant le lancement des DAO pour la sélection des entreprises	2 000 000
	Audiences publiques	UCP Projet/AAAC/Autorités locales	Maître d'œuvre technique et social (MOTS)	Après la validation des études	1 000 000
	Publication des résultats des études	UCP Projet/AAAC	Maître d'œuvre technique et social (MOTS)	Après leur validation avant le début des travaux sur sites	500 000
	Provision pour la Mise en œuvre des mesures d'atténuation énoncées dans les PGES des sous projets	UCP Projet	Maître d'œuvre technique et social (MOTS)	Avant la signature de l'Accord de financement	8 000 000
	Mesures environnementales génériques et spécifiques des relatives aux travaux	Entreprises	Maître d'œuvre technique et social	Durant toutes les phases du projet	Pm car à inclure dans le coût des travaux
	Mesures de suivi	Appui technique de AAAC	UCP Projet	UCP	Avant le début

et de surveillance	(Fourniture de kit d'analyse de l'eau et du sol ; fourniture et formation et fourniture et formation de GPS)		Projet	des activités	
	Missions de surveillance/supervision environnementale et sociale	AAAC	Maître d'œuvre technique et social	Durant les phases des travaux et d'exploitation	4 000 000
	Audit annuel de la performance environnementale et sociale du projet	Consultant	UGP	Chaque année	2 000 000
	Evaluation (à mi-parcours et finale) de la stratégie environnementale et Sociale	Consultants	UGP	A mi – parcours et à la fin du programme	6 000 000
Renforcement des capacités institutionnelles Sensibilisation et Formation des bénéficiaires	Formation (20 experts techniques) en gestion Environnementale et Sociale (Sauvegardes de la Banque, tri environnemental des sous projets)	Consultants	UGP	Avant le démarrage des travaux	4 000 000
	Formation sur une utilisation sans danger des pesticides	ONG/ DPV	Maître d'œuvre technique et social	Avant le démarrage des travaux	9 000 000
	Campagnes d'information et de sensibilisation sur la nature des travaux, l'implication des acteurs locaux, les enjeux environnementaux et sociaux et les risques sanitaires hydriques	ONG	Maître d'œuvre technique et social	Avant le démarrage des travaux	5 000 000
	Distribution de moustiquaires imprégnées	ONG	Maître d'œuvre technique et social	Avant le démarrage des travaux	3 000 000
Mise en œuvre du Mécanisme de Gestion de plaintes	Achat des matériaux et équipement pour l'installation du MGP dans les différents sites du projet	UGP	BAD	Avant le démarrage des travaux	7 500 000
COÛT TOTAL					64 500 000

EXECUTIVE SUMMARY

1. Presentation of the project

Guinea-Bissau is a low-income country, with an absolute poverty rate of 69.3%, a GDP per capita of about 620 dollars (2016), a population of 1.9 million inhabitants of which 63.5% of young people under 25 and 52% of women. The country's economy is undiversified, inefficient and heavily dependent on cashews, which generate more than 87.7% of exports and whose income feeds nearly 80% of the population. Following a request from the Government of Guinea-Bissau, the African Development Bank (AfDB) plans to support the country in its determined desire to strengthen the empowerment and financial inclusion of women and young people and to increase income from agriculture through the Support Project for the Empowerment and Financial Inclusion of Women in the Cashew, Fruit and Vegetable Sectors (PAIFJ) which will facilitate the lifting of the constraints faced by women entrepreneurs, develop the female entrepreneurship and increase the rate of transformation of local products in the regions of Bissau, Oio, Cacheu and Biombo.

The project includes 3 complementary components which are: 1) the development of the dynamics of wealth creation for young people and women in agribusiness; 2) improving the access of young people and women to high value-added markets; 3) project management. The cost of the project is estimated at 5.12 MUC including 5 MUC for ADF and 0.12 MUC as government counterpart. The implementation plan includes a steering committee made up of the ministries concerned and actors from the private sector and civil society and an executing body or Project Implementation Unit (PIU) under the supervision of the Ministry of Agriculture and Rural Development. The PIU will integrate an environmental and social safeguard specialist who will work with AAAC to monitor the environmental impacts of the project.

2. Context and objectives of the Environmental and Social Management Framework (CGES)

The investments envisaged under the project relate to the establishment of: (i) 02 certified production units with a capacity of 500 tons each for processing cashew; (ii) equipment in 100 cooperatives and MSEs of women and young people so that they can safely conduct quality processes for the transformation and promotion of their products; (iii) 08 storage warehouses with drying areas; (iv) service centers housed in modern production units to support women in the health and education of toddlers. The sites of these investments were made available by the responsible Minister.

Project activities could also result in social or environmental impacts. In accordance with the integrated safeguard system of the African Development Bank, the project was classified in category 2 and triggered operational safeguards OS1 (Environmental & Social Assessment), OS2 (Involuntary resettlement: Land acquisition, displacement of populations and compensation), OS3 (Biodiversity, renewable resources and ecosystem services), OS4 (Prevention and reduction of pollution, hazardous materials and efficiency in the use of resources), and OS5 (Working conditions, health and safety). Therefore, the Government of Guinea-Bissau has prepared this Environmental and Social Management Framework (ESMF).

The objective of the ESMF is to orient the project in environmental and social matters. To do this, it involves identifying the impacts and risks associated with the various project interventions and defining the procedures and mitigation and management measures that will have to be implemented during the execution of the PAIFJ. The ESMF considers the requirements of the AfDB's safeguard policies while respecting national laws on environmental and social management. The ESMF also determines the institutional arrangements and responsibilities to be taken during the implementation of the project. Specific impact studies for certain sub-projects during project implementation may be necessary.

3. Methodological approach

The methodological approach was structured around 6 major stages: 1) Framing of the study; 2) Collection and review of documentation; 3) Institutional meetings; 4) Public consultations 5) Field visits; 6) Data processing and report writing.

4. Initial state of the environment in the project area

Guinea-Bissau has a diversity of ecosystems rich in water resources, with a series of rivers and rias, including the Cacheu, Geba, Corubal, Grande de Buba rivers, but also the Mangroves. The creation of 6 protected areas is part of the measures taken by the Government of Guinea-Bissau in its policy for the management and conservation of marine resources and biodiversity. The natural resources of the coastal zone of Guinea Bissau are among the most important in West Africa, especially the Cacheu region which is one of the project intervention regions. This region of Cacheu is characterized by a vast interpenetration of terrestrial and marine environments and by the presence of many extensive estuaries, a huge archipelago emerging from shallow marine waters, vast expanses of mangroves serving as nurseries for aquatic species, banks sand and large mud flats as well as sub humid forests.

Overall, Bissau-Guinean agriculture generates 80% of jobs and 90% of exports, with cashew nuts constituting the main export product for nearly 88%. Infrastructure is weak, as are social indicators, with more than two-thirds of the population living below the poverty line. The country is endowed with abundant natural resources, with quality land and good rainfall (1,500-1,877 mm on average over 112 days). It is also rich in mineral resources, with a varied biodiversity, abundant fishery resources and tourism potential which can constitute good sources of income. The various methods of agricultural intensification and agro-industrial transformation most often generate significant impacts on the environment.

5. Political and legal framework for environmental and social management

The Bissau-Guinean legislative framework is marked by a multitude of environmental texts, most of which are very recent, including:

- Basic law n ° 1/2011 of 2 March 2011 on the environment;
- Law No. 10/2010 of September 24, 2010 on environmental assessment, which in article 7 classifies projects in 3 categories A, B and C, from the highest risk to the lowest;
- Decree n ° 5/2017 of June 28, 2017 approving and regulating public participation in the environmental assessment process;
- Decree n ° 6/2017 of June 28, 2017 approving and regulating the environment fund;
- Decree n ° 7/2017 of June 28, 2017 approving and regulating the stages of the environmental and social impact assessment;
- Decree n ° 8/2017 of June 28, 2017 approving and regulating the environmental license (accreditation);
- Decree n ° 10/2017 of June 28, 2017 approving and regulating environmental inspection;
- Decree n ° 9/2017 of June 28, 2017 approving and regulating environmental auditing;
- The new Law No. 11/2006 of October 16, 2006 relates to the Labor Code;
- Decree No. 02/2012 of January 3, 2012 relating to the obligation to institutionalize the plan and those responsible for health and safety in companies;
- Law n ° 2/98 of 23 April 1998 relating to land.

6. Public consultations

Consultations were organized in August and September 2020 in the project intervention regions (Bissau, Oio, Cacheu and Biombo) to inform the stakeholders concerned by the project and collect their opinions, opinions and proposals to be taken into account in view of to ensure the success of the program. Consultations first began in Bissau with the authorities of the Ministry of Agriculture and Rural Development and the General Directorates of Agriculture, Rural Engineering, Agricultural Planning and the technicians of the chain development project. Rice value (PDCV RICE). Then at the field level, we met the regional directors of agriculture and the heads of sectors of the project area to get their points of view on the constitutions but above all their expectations. At the site level, in order to prevent certain groups from monopolizing the floor, we chose during the public consultations to divide the beneficiary populations into three groups: men, women and young people. The discussions were very informative, and the beneficiaries also want the local workforce to be recruited at their level in order to allow them to benefit from the benefits of the project during the works. They declare that they are ready to take ownership of the project by providing their experiences with lasting solutions while considering their right to information and to express their opinions when setting up the project. They all recognized that the construction

and rehabilitation of infrastructure will undoubtedly contribute to household food security, which in addition, could have a positive impact on their conditions. The local stakeholders consulted expressed the following wishes:

- Support the improvement of cashew storage systems and the marketing of local production;
- Open up production areas;
- Promote a support system for the start-up of youth entrepreneurship activities in order to boost production;
- Develop cashew seed and market gardening products as a sub-value chain with great growth potential;
- Provide knowledge about climate change to cashew producers;
- Adopt an environmental education program for social groups and grassroots associations, through awareness-raising initiatives, strengthening existing initiatives;
- Train the beneficiaries of processing units and storage warehouses in techniques for the protection and conservation of products and soils located upstream of the infrastructure to avoid erosion and silting up of fluxes;
- Popularize the practice of planting trees every year by the communities

7. Potential environmental and social risks and impacts

The global environmental and social risks and impacts will manifest themselves through the implementation of construction and rehabilitation activities of the infrastructures envisaged within the framework of the PAIFJ. It should be noted that it is especially in component 2 that these activities will be concentrated, which are likely to generate negative impacts requiring mitigation measures. The two (2) other components with their sub-components will implement support and improvement activities contributing to the enhancement of the positive or cumulative impacts of the project.

The environmental impacts of the project are expected to be relatively positive. Indeed, the construction and rehabilitation of post-harvest infrastructure and equipment, in particular cashew processing units, market garden products and tubers, cashew nut storage facilities, cashew seed conditioning units, harvesting taking into account aspects of gender in the activities of the PAIFJ, the strengthening of the institutional capacities of the actors will contribute to: (i) improvement of conservation and processing techniques, (ii) reduction of post - harvest losses; (iii) improvement of marketing conditions; (iv) better valorization of production through processing; (v) expanding the range of productions.

The negative impacts will mainly come from: (i) construction and rehabilitation works of infrastructure which could lead to the destruction of vegetation, the destruction and pollution of soils, water pollution, risks of erosion, risks of destruction of archaeological resources, various pollution due to the production of waste from works and processing and storage units. From a social standpoint, the risk of conflict is feared both during the works (linked to the recruitment of local labor, for example) and during the operation of the rehabilitated and built post-harvest units (linked to the working conditions) access).

8. Environmental and social management framework plan

Environmental and social management will be carried out in the following six stages:

- Step 1: Filling out the environmental and social sorting form for the sub-projects
- Step 2: Validation of the selection and environmental and social classification of the sub-projects
- Stage 3: Carrying out environmental and social “work”
- Step 4: Public consultation and dissemination
- Step 5: Implementation of environmental and social measures
- Steps 6: Monitoring and follow-up of environmental and social measures

• Measures to manage environmental and social risks and impacts

The envisaged mitigation measures for these impacts must be properly proposed in the environmental and social management plans (ESMP) of the various post-harvest units and equipment. Some generic measures are:

- Systematize the social analysis of the target group and discuss and agree on arrangements before the construction and / or rehabilitation of infrastructure in order to avoid conflicts for the redistribution of stores
- Set up a system of routine maintenance of works with the populations;
- Entrust the rehabilitation works of the various agricultural and social infrastructures to competent companies.
- Systematically close the perimeters and sites to avoid conflicts with neighbors, breeders and prevent animal wandering in the two processing units with the implementation of concerted space management measures;

In addition, the project should implement an information policy to ensure the involvement and participation of the various stakeholders, and the complaints management mechanism developed in this ESMF. The companies must each have environmental and social experts (EES) who will develop and implement a site ESMP in order to minimize, among other things, pollution and nuisances as well as damage to biodiversity and living natural resources, health and safety of workers and surrounding populations. Likewise, the control missions should also each have environmental and social experts (EES) to ensure the monitoring of the implementation of environmental and social measures by the construction companies.

- **Communication plan**

The PIU of PAIFJ and the construction companies will have to implement a good communication policy to ensure a better understanding of the project by the various actors, the involvement of the populations in the various phases of the project and take into account their preferences, fears and recommendations.

- **Grievance Redress Mechanism (GRM)**

The PAIFJ management unit and the construction companies will have to implement the grievance redress mechanism (GRM) proposed in this ESMF to ensure respect for the rights of populations and workers. In this context, they will have to collect and process all complaints, implement agreed resolutions, provide feedback to stakeholders and archive the processing process.

- **Environmental and social monitoring program of the PAIFJ**

Internal monitoring of environmental and social measures will be carried out by the project's environmental and social expert; its action will be materialized by the production of a quarterly report which it will submit to the AfDB for information. It will be relayed on the construction and rehabilitation of infrastructure works sites by the environmental and social expert of the Control Mission; he will produce a quarterly report based on the monthly report provided by the works contractors, which he will submit to the Project Management Unit for validation.

External monitoring will be carried out by the AAAC (for monitoring the ESIA procedure and the implementation of the SEA and ESMP); the Directorate General for the Environment (pollution and living environment); the General Directorate of Forests and Fauna (vegetation and fauna); the Services of the Ministry of Health (for health and water-borne diseases); the services of the Ministry of Hydraulics for water management.

The mid-term evaluation and the final evaluation will be carried out by independent Consultants. An annual audit of the environmental and social performance of the project will be carried out each year, by an independent consultant recruited for this purpose by the Project Implementation Unit.

- **Estimated costs of environmental and social measures**

The estimated costs of taking into account environmental and social mitigation measures, totaling **64.500.000 Francs CFA**, or the equivalent of **117.273 USD**, mainly include: Recruitment of Environmental and Social Experts; Conduct of Environmental and Social Impact Studies (ESIA / ESMP); Provision for the implementation of environmental and social measures; Environmental and social monitoring; Environmental and social monitoring; Annual environmental and social performance audits of the project; Evaluation (mid-term and final) of the ESMF of the PAIJF.

Table : Cost of Environmental and Social Measures of the PAIFJ

Measures	Domaines of intervention	Responsability		Dealine	Cost (XOF)
		Execution	Control		
Recruitment of an Expert in ESMF	Expert with strong experience in environmental and social assessment (CGES, EIES / PGES), recruited within the PIU	PIU	AfDB	Before the project launch mission	PM because of the cost of staff of the project
Réalisation du travail environnemental	Validation of the project category and EES report	Ad Hoc committee	AAAC	Projet assesment	1 000 000
	Realization of ESMFs in case of classification of sub-project in category (B) requiring additional environmental assessment	Local Consultant	Technical and social project manager (MOTS)	Before the launch of DAOs for the selection of companies	6 000 000
	Validation at the national level, of TOR, Studies and ESMP of sub projects	AAAC Ad Hoc Committee	Technical and social project manager (MOTS)	Before the launch of DAOs for the selection of companies	2 000 000
	Public hearings	PIU/AAAC/Local Authorities	Technical and social project manager (MOTS)	After validation of studies	1 000 000
	Publication of study results	PIU AAAC	Technical and social project manager (MOTS)	After validation of studies and before starting of works	500 000
	Provision for the implementation of the mitigation measures set out in the ESMFs of the sub-projects	PIU	Technical and social project manager (MOTS)	Before the signing of the Financing Agreement	8 000 000
	Generic and specific environmental measures relating to works	Companies	Technical and social project manager (MOTS)	During implementation and exploitation phases	Pm due to their including on the work cost
Monitoring and surveillance	Technical support from AAAC (Supply of water	PIU	PIU	Before the works	4 500 000

measures	and soil analysis kit; supply and training and supply and training of GPS)				
	Environmental and social monitoring / supervision missions	AAAC	Technical and social project manager (MOTS)	During implementation	4 000 000
	Annual audit of the environmental and social performance of the project	Consultant	PIU	Every year	2 000 000
	Assesment (mid-term and final) of the environmental and social strategy	Consultants	PIU	Mid-term End of the project	6 000 000
Institutional capacity building Awareness and training of beneficiaries	Training (20 technical experts) in Environmental and Social management (Bank Safeguards, environmental sorting of sub-projects)	Consultants	PIU	Before starting of works	4 000 000
	Training on the safe use of pesticides	NGO/ DPV	Technical and social project manager (MOTS)	Before starting of works	9 000 000
	Information and awareness campaigns on the nature of the work, the involvement of local stakeholders, environmental and social issues and water health risks	ONG	Technical and social project manager (MOTS)	Before starting of works	5 000 000
	Distribution of treated mosquito nets	ONG	Technical and social project manager (MOTS)	Before starting of works	3 000 000
Implementation of Grievance Redress Mechanism (GRM)	Purchase of materials and equipment for the installation of the GRM in the various project sites	UGP	Technical and social project manager (MOTS)	Before starting of works	7 500 000
TOTAL COST					64 500 000

RESUMO EXECUTIVO

1. Apresentação do projeto

A Guiné-Bissau é um país de baixo rendimento, com uma taxa de pobreza absoluta de 69,3%, um PIB per capita de cerca de 620 dólares (2016), uma população de 1,9 milhões de habitantes dos quais 63,5% dos jovens com menos de 25 anos e 52% das mulheres. A economia do país é pouco diversificada, ineficiente e fortemente dependente da castanha de caju, que gera mais de 87,7% das exportações e cuja renda alimenta cerca de 80% da população. Na sequência de um pedido do Governo da Guiné-Bissau, o Banco Africano de Desenvolvimento (BAfD) pretende apoiar o país no seu desejo determinado de fortalecer o empoderamento e inclusão financeira de mulheres e jovens e de aumentar renda da agricultura por meio do Projeto de Apoio ao Empoderamento e Inclusão Financeira das Mulheres nos Setores do Caju, Frutas e Legumes (PAIFJ) que facilitará a remoção das restrições enfrentadas pelas empresárias, desenvolver empreendedorismo feminino e aumentar o ritmo de transformação dos produtos locais nas regiões de Bissau, Oio, Cacheu e Biombo.

O projeto inclui 3 componentes complementares que são: 1) o desenvolvimento da dinâmica de geração de riqueza para jovens e mulheres do agronegócio; 2) melhorar o acesso de jovens e mulheres a mercados de alto valor agregado; 3) gerenciamento de projetos. O custo do projeto é estimado em 5,12 MUC, incluindo 5 MUC para o FAD e 0,12 MUC como contrapartida governamental. O plano de implementação inclui um comitê diretor composto pelos ministérios envolvidos e atores do setor privado e da sociedade civil e um órgão executor ou Unidade de Execução do Projeto (CEP) sob a supervisão do Ministério do Agricultura e Desenvolvimento Rural. A PIU integrará um especialista em salvaguardas ambientais e sociais que trabalhará com a AAAC para monitorar os impactos ambientais do projeto.

2. Contexto e objetivos da Estrutura de Gestão Ambiental e Social (EGAS)

Os investimentos previstos no âmbito do projeto referem-se ao estabelecimento de: (i) 02 unidades de produção certificadas com capacidade de 500 toneladas cada uma para o processamento da castanha de caju; (ii) equipamentos em 100 cooperativas e MPEs de mulheres e jovens para que realizem com segurança processos de qualidade na transformação e promoção de seus produtos; (iii) 08 armazéns com áreas de secagem; (iv) centros de atendimento alojados em modernas unidades de produção para apoiar mulheres na saúde e educação de crianças pequenas. Os sites destes investimentos foram disponibilizados pelo Ministro responsável.

As atividades do projeto também podem resultar em impactos sociais ou ambientais. De acordo com o sistema de salvaguardas integrado do Banco Africano de Desenvolvimento (AfDB), o projeto foi classificado na categoria 2 e acionou salvaguardas operacionais SO1 (Avaliação Ambiental e Social), SO2 (Reassentamento involuntário: Aquisição de terras, deslocamento de populações e compensação), SO3 (Biodiversidade, recursos renováveis e serviços ecossistêmicos), SO4 (Prevenção e redução da poluição, materiais perigosos e eficiência no uso de recursos) e SO5 (Condições de trabalho, saúde e segurança). É por isso que o Governo da Guiné-Bissau preparou este Quadro de Gestão Ambiental e Social (EGAS).

O objetivo do EGAS é orientar o projeto nas questões ambientais e sociais. Para isso, trata-se de identificar os impactos e riscos associados às diversas intervenções do projeto e definir os procedimentos e medidas de mitigação e gestão que deverão ser implementados durante a execução do PAIFJ. O EGAS leva em consideração os requisitos das políticas de salvaguarda do Banco Africano de Desenvolvimento (AfDB), respeitando as leis nacionais sobre gestão ambiental e social. O EGAS também determina os arranjos institucionais e as responsabilidades a serem assumidas durante a implementação do projeto. Podem ser necessários estudos de impacto específicos para certos subprojetos durante a implementação do projeto.

3. Abordagem metodológica

A abordagem metodológica foi estruturada em 6 etapas principais: 1) enquadramento do estudo; 2) Recolha e revisão documental; 3) Reuniões institucionais; 4) Consultas públicas; 5) Visitas de campo; 6) Processamento de dados e redação de relatórios.

4. Estado inicial do ambiente na área do projeto

A Guiné-Bissau possui uma diversidade de ecossistemas ricos em recursos hídricos, com uma série de rios e rias, nomeadamente os rios Cacheu, Geba, Corubal, Grande de Buba, mas também os Mangais. A criação de 6 áreas protegidas enquadra-se nas medidas tomadas pelo Governo da Guiné-Bissau na sua política de gestão e conservação dos recursos marinhos e da biodiversidade. Os recursos naturais da zona costeira da Guiné-Bissau estão entre os mais importantes da África Ocidental, com destaque para a região de Cacheu que é uma das regiões de intervenção do projeto. Esta região de Cacheu é caracterizada por uma vasta interpenetração de ambientes terrestres e marinhos e pela presença de muitos estuários extensos, um enorme arquipélago emergindo de águas marinhas rasas, vastas extensões de manguezais servindo de viveiros para espécies aquáticas, bancos areia e grandes planícies de lama, bem como florestas subúmidas.

No geral, a agricultura da Guiné-Bissau gera 80% dos empregos e 90% das exportações, sendo a castanha de caju o principal produto de exportação para quase 88%. A infraestrutura é fraca, assim como os indicadores sociais, com mais de dois terços da população vivendo abaixo da linha da pobreza. O país é dotado de abundantes recursos naturais, com terras de qualidade e boas chuvas (1.500-1.877 mm em média em 112 dias). É também rica em recursos minerais, com uma biodiversidade variada, abundantes recursos pesqueiros e potencial turístico que podem constituir boas fontes de rendimento. Os vários métodos de intensificação agrícola e transformação agroindustrial na maioria das vezes geram impactos significativos no meio ambiente.

5. Quadro político e jurídico para a gestão ambiental e social

O quadro legislativo da Guiné-Bissau é marcado por uma infinidade de textos ambientais, a maioria dos quais muito recentes, incluindo:

- Lei de Bases n.º 1/2011 de 2 de março de 2011 sobre o meio ambiente;
- Lei n.º 10/2010 de 24 de setembro de 2010 sobre avaliação ambiental, que no artigo 7.º classifica os projetos em 3 categorias A, B e C, do maior risco ao menor;
- Decreto n.º 5/2017 de 28 de junho de 2017 aprovar e regulamentar a participação pública no processo de avaliação ambiental;
- Decreto n.º 6/2017 de 28 de junho de 2017 aprovar e regulamentar o fundo de meio ambiente;
- Decreto n.º 7/2017 de 28 de junho de 2017 aprovar e regulamentar as etapas da avaliação de impacto ambiental e social;
- Decreto n.º 8/2017 de 28 de junho de 2017 aprovar e regulamentar a licença ambiental (credenciamento);
- Decreto n.º 10/2017 de 28 de junho de 2017 aprovar e regulamentar a fiscalização ambiental;
- Decreto n.º 9/2017 de 28 de junho de 2017 aprovar e regulamentar auditorias ambientais;
- A nova Lei n.º 11/2006 de 16 de outubro de 2006 diz respeito ao Código do Trabalho;
- Decreto n.º 02/2012 de 3 de janeiro de 2012 relativo à obrigatoriedade de institucionalização do plano e dos responsáveis pela saúde e segurança nas empresas;
- Lei n.º 2/98 de 23 de abril de 1998 relativa à terra

6. Consultas públicas

As consultas foram organizadas em agosto e setembro de 2020 nas regiões de intervenção do projeto (Bissau, Oio, Cacheu e Biombo) para informar as partes interessadas do projeto e recolher as suas opiniões, pareceres e propostas a ter em consideração tendo em vista para garantir o sucesso do programa. As consultas começaram em Bissau com as autoridades do Ministério da Agricultura e Desenvolvimento Rural e as Direcções-Gerais da Agricultura, Engenharia Rural, Planeamento Agrícola e os técnicos do projecto de desenvolvimento da cadeia. Valor do arroz (PDCV RICE). Depois, no nível de campo, encontramos os diretores regionais de agricultura e os chefes de setores da área do projeto para obter seus pontos de vista sobre as constituições, mas acima de tudo, suas expectativas. No nível local, para evitar que certos grupos monopolizassem o piso, optamos durante as consultas públicas por dividir as populações beneficiárias em três grupos: homens, mulheres e jovens. As discussões foram muito informativas e os beneficiários também desejam que a força de trabalho local seja recrutada em seu nível, a fim de permitir que eles se beneficiem dos benefícios do projeto durante as obras. Declaram-se dispostos a assumir a responsabilidade pelo projeto, proporcionando às suas experiências soluções duradouras, considerando o seu direito à informação e a expressar a sua opinião no momento da execução do

projeto. Todos eles reconheceram que a construção e reabilitação de infraestruturas contribuirão, sem dúvida, para a segurança alimentar das famílias, o que, além disso, pode ter um impacto positivo nas suas condições. As partes interessadas locais consultadas expressaram os seguintes desejos:

- Apoiar a melhoria dos sistemas de armazenamento de caju e a comercialização da produção local;
- Abrir áreas de produção;
- Promover um sistema de apoio ao arranque de atividades de empreendedorismo juvenil de forma a dinamizar a produção;
- Desenvolver a semente de caju e produtos de jardinagem comercial como uma sub-cadeia de valor com grande potencial de crescimento;
- Fornecer conhecimento sobre as mudanças climáticas aos produtores de caju;
- Adotar um programa de educação ambiental para grupos sociais e associações de base, por meio de ações de sensibilização, fortalecendo as iniciativas existentes;
- Capacitar os beneficiários das unidades de processamento e armazéns em técnicas de proteção e conservação de produtos e solos localizados a montante da infraestrutura de forma a evitar erosão e assoreamento de fluxos;
- Popularizar a prática do plantio de árvores todos os anos pelas comunidades.

7. Potenciais riscos e impactos ambientais e sociais

Os riscos e impactos ambientais e sociais globais serão manifestados através da implementação das atividades de construção e reabilitação das infraestruturas previstas no âmbito do PAIFJ. Deve-se notar que é especialmente no componente 2 que essas atividades serão concentradas, as quais são susceptíveis de gerar impactos negativos que requerem medidas de mitigação. Os dois (2) outros componentes com seus subcomponentes implementarão atividades de suporte e melhoria, contribuindo para o aumento dos impactos positivos ou cumulativos do projeto.

Os impactos ambientais do projeto devem ser relativamente positivos. Na verdade, a construção e reabilitação de infraestrutura e equipamentos pós-colheita, em particular unidades de processamento de caju, produtos de horticultura comercial e tubérculos, instalações de armazenamento de castanha de caju, unidades de condicionamento de sementes de caju, colheita levando em consideração aspectos de gênero nas atividades do PAIFJ, o fortalecimento das capacidades institucionais dos atores contribuirá para: (i) aperfeiçoar as técnicas de conservação e processamento; (ii) reduzir as perdas pós-colheita; (iii) melhoria das condições de comercialização; (iv) maior valorização da produção pelo beneficiamento; (v) ampliar o leque de produções.

Os impactos negativos virão principalmente de: (i) obras de construção e reabilitação de infraestruturas que podem levar à destruição da vegetação, destruição e poluição dos solos, poluição da água, riscos de erosão, riscos de destruição de recursos arqueológicos, poluição diversa devido à produção de resíduos de obras e unidades de processamento e armazenamento. Do ponto de vista social, o risco de conflito é temido tanto durante as obras (vinculadas à contratação de mão de obra local, por exemplo) quanto durante a operação de unidades reabilitadas e construídas pós-colheita (vinculadas às condições de 'Acesso).

8. Plano de estrutura de gestão ambiental e social

A gestão ambiental e social será realizada nas seguintes seis etapas:

- Etapa 1: Preenchimento do formulário de classificação ambiental e social para os subprojetos
- Etapa 2: Validação da seleção e classificação ambiental e social dos subprojetos
- Etapa 3: Realização de “trabalho” ambiental e social
- Etapa 4: Consulta pública e divulgação
- Etapa 5: Implementação de medidas ambientais e sociais
- Passos 6: Monitoramento e acompanhamento de medidas ambientais e sociais

• Medidas para gerenciar riscos e impactos ambientais e sociais

As medidas de mitigação previstas para esses impactos devem ser propostas adequadamente nos planos de gestão ambiental e social (ESMP) das várias unidades e equipamentos pós-colheita. Algumas medidas genéricas são:

- Sistematizar a análise social do grupo alvo e discutir e acordar arranjos antes da construção e / ou reabilitação da infraestrutura, a fim de evitar conflitos para a redistribuição de lojas
- Estabelecer um sistema de manutenção de rotina das obras com as populações;
- Confiar as obras de reabilitação das diversas infraestruturas agrícolas e sociais a empresas competentes.
- Fechar sistematicamente os perímetros e locais para evitar conflitos com vizinhos, criadores e evitar a perambulação dos animais nas duas unidades de processamento com a implementação de medidas de gestão espacial concertada;

Adicionalmente, o projeto deverá implementar uma política de informação que garanta o envolvimento e participação dos diversos stakeholders, e o mecanismo de gestão de reclamações desenvolvido neste EGAS. Cada uma das empresas deve ter especialistas ambientais e sociais (EAS) que irão desenvolver e implementar um ESMP local a fim de minimizar, entre outras coisas, poluição e incômodos, bem como danos à biodiversidade e aos recursos naturais vivos, saúde e segurança dos trabalhadores e das populações vizinhas. Da mesma forma, as missões de controle também devem ter especialistas ambientais e sociais (EAS) para garantir o monitoramento da implementação das medidas ambientais e sociais pelas empresas de construção.

• Plano de comunicação

A unidade de gestão do PAIFJ e as construtoras terão que implementar uma boa política de comunicação para garantir um melhor entendimento do projeto pelos diferentes atores, o envolvimento das populações nas diferentes fases do projeto e ter em conta as suas preferências, medos e recomendações.

• Mecanismo de Gestão de Reclamações (PMM)

A unidade gestora do PAIFJ e as construtoras devem implementar o mecanismo de gestão de reclamações proposto neste CGES para garantir o respeito aos direitos das populações e dos trabalhadores. Neste contexto, terão de recolher e processar todas as reclamações, implementar as resoluções acordadas, fornecer feedback às partes interessadas e arquivar o processo de processamento.

• Programa de monitoramento ambiental e social do PAIFJ

O monitoramento interno das medidas ambientais e sociais será realizado pelo especialista ambiental e social do projeto; a sua ação materializar-se-á com a produção de relatório trimestral que submeterá ao AfDB para informação. Será retransmitida na construção e reabilitação de canteiros de obras de infraestrutura pelo perito ambiental e social da Missão de Controle; ele produzirá um relatório trimestral com base no relatório mensal fornecido pelos empreiteiros das obras, que enviará à Unidade de Gestão de Projetos para validação.

O monitoramento externo será realizado pela AAAC (para monitorar o procedimento da EIAS e a implementação da AAE e do ESMP); a Direcção-Geral do Ambiente (poluição e ambiente de vida); a Direcção Geral de Florestas e Fauna (vegetação e fauna); os Serviços do Ministério da Saúde (para saúde e doenças de veiculação hídrica); os serviços do Ministério da Hidráulica para a gestão da água.

A avaliação intercalar e a avaliação final serão realizadas por consultores independentes. Uma auditoria anual do desempenho ambiental e social do projeto será realizada a cada ano, por um consultor independente recrutado para o efeito pela Unidade de Gestão do Projeto.

• Custos estimados de medidas ambientais e sociais

Os custos estimados para levar em conta as medidas de mitigação ambiental e social, totalizando **64.500.000 FCFA**, ou o equivalente a **117.273 USD**, incluem principalmente: Recrutamento de Especialistas Ambientais e Sociais; Condução de Estudos de Impacto Ambiental e Social (EIAS / ESMP); Provisão para implementação de medidas ambientais e sociais; Monitoramento ambiental e social; Auditorias anuais de desempenho ambiental e social do projeto; Avaliação (intercalar e final) do EGAS do PAIFJ.

Tabela: Custo de gestão ambiental e social do projeto PAIFJ

<i>Medidas</i>	<i>Áreas de intervenção</i>	<i>Responsável</i>	<i>Cronograma /</i>	<i>Custo do</i>
----------------	-----------------------------	--------------------	---------------------	-----------------

		Execução	Ao controle	período	(XOF)
Recrutamento de um especialista EGAS	Especialista com forte experiência em avaliação ambiental e social (CGES, EIES / PGES), recrutado dentro do projeto	Unidade de gerenciamento de projeto (UGP)	AfDB	Antes da missão de lançamento do projeto	PM porque levado para o custo da equipe do projeto
Realizando trabalho ambiental	Validação de categoria de projeto e relatório SEA	Comitê Ad Hoc	AAAC	Na avaliação do projeto	1 000 000
	Possível realização de PGASs em caso de classificação de subprojeto na categoria (B) exigindo uma avaliação ambiental adicional	Consultor local	Gerente de projeto técnico e social	Antes do lançamento de DAOs para a seleção de empresas	6 000 000
	Validação a nível nacional de TOR, Estudos e ESMP dos subprojetos que foram objeto de estudo	AAAC Comitê Ad Hoc	Gerente de projeto técnico e social	Antes do lançamento de DAOs para a seleção de empresas	2 000 000
	Audiências públicas	UGP/AAAC/Autoridades locais	Gerente de projeto técnico e social	Após validação de estudos	1 000 000
	Publicação dos resultados do estudo	UGP/AAAC	Gerente de projeto técnico e social	Após a sua validação antes do início dos trabalhos no local	500 000
	Provisão para a implementação das medidas de mitigação estabelecidas nos PGASs dos subprojetos	UGP	Gerente de projeto técnico e social	Antes da assinatura do Acordo de Financiamento	8 000 000
	Medidas ambientais genéricas e específicas relativas a obras	Empresas	Gerente de projeto técnico e social	Durante a fase de construção e operação	PM a ser incluído no custo da obra
	Medidas de monitoramento e vigilância	Suporte técnico da AAAC (fornecimento de kit de análise de água e solo; fornecimento e treinamento e fornecimento e treinamento de GPS)	UGP	UGP	Antes do início das atividades
Missões de monitoramento / supervisão ambiental e social		AAAC	Gerente de projeto técnico e social	Durante a fase de construção e operação	4 000 000

	Auditoria anual do desempenho ambiental e social do projeto	Consultore	UGP	Todo ano	2 000 000
	Avaliação (médio e final) da estratégia ambiental e social	Consultores	UGP	No meio e no final do projeto	6 000 000
Capacitação institucional Conscientização e treinamento de beneficiários	Treinamento (20 especialistas técnicos) em gestão ambiental e social (salvaguardas bancárias, classificação ambiental de subprojetos)	Consultores	UGP	Antes de começar a trabalhar	4 000 000
	Treinamento sobre o uso seguro de pesticidas	ONG/ DPV	Gerente de projeto técnico e social	Antes de começar a trabalhar	9 000 000
	Campanhas de informação e sensibilização sobre a natureza do trabalho, o envolvimento das partes interessadas locais, questões ambientais e sociais e riscos para a saúde da água	ONG	Gerente de projeto técnico e social	Antes de começar a trabalhar	5 000 000
	Distribuição de mosquiteiros tratados	ONG	Gerente de projeto técnico e social	Antes de começar a trabalhar	3 000 000
Implementação do mecanismo de gestão de reclamações	Aquisição de materiais e equipamentos para a instalação do MGP nos diversos locais do projeto	UGP	BAD	Antes de começar a trabalhar	7 500 000
CUSTO TOTAL					64 500 000